



Mesdames, Messieurs,

Face à la communication à outrance du gouvernement, le Sgen-CFDT Poitou Charentes affirme que : NON, la rentrée n'a rien de "normal" ! Non, nous ne pourrions pas "rattraper tout le retard pris"... et de quoi parle-t-on d'ailleurs ? Des programmes non terminés ? Des dossiers que n'ont pas encore pu traiter les administratifs ? Des stages écourtés et / ou reportés ?

Le ministre se gargarise du futur "Grenelle des professeurs" qui serait pour lui notamment l'occasion de "moderniser" le métier et la "gestion des ressources humaines". Cela s'annonce plutôt mal . Ainsi la revalorisation de 500 millions d'Euros, goutte d'eau par rapport aux besoins, s'est réduite à 400 millions. L'année 2021 étant une année de montée en puissance du PPCR, il y a fort à parier que le ministre comme à son habitude va utiliser les valorisations prévues de longue date à son profit. Quant à la gestion des ressources humaines , nous constatons nationalement et localement des dysfonctionnements importants dus à la fin du paritarisme. L'opacité de la gestion du mouvement puis des recours à l'échelle académique ne peuvent que nous inquiéter. À cela s'ajoutent des situations inacceptables, comme la non prise en compte du handicap ou de situation familiales, dues au manque de certains personnels dans notre académie, l'absence de médecins de prévention et de personnels médicaux et sociaux en nombre suffisant étant la plus emblématique en cette période de crise sanitaire.

La mise en oeuvre de la rentrée avec les protocoles, parfois contradictoires et arrivant au compte-goutte, la poursuite des réformes... tout cela est source de difficultés, d'autant plus importantes lorsque le collectif de travail n'est pas soudé à cause de hiérarchies peu à l'écoute comme l'ont montrés les situations de Melle ou de Frontenay Rohan-Rohan récemment dans les Deux-Sèvres.

Sur les mesures pédagogiques et éducatives de la rentrée 2020 , notre constat est donc très mitigé.

Le Sgen-CFDT proposait de mettre à disposition des enseignants des outils diagnostic adaptés.

Le ministère a en partie entendu le Sgen-CFDT en mettant à la disposition des outils de positionnement, sans cependant revenir sur les évaluations nationales standardisées dont le passage à partir du 14 septembre va être une charge supplémentaire pour les écoles et les établissements.

Le Sgen-CFDT proposait d'investir dans l'accompagnement personnalisé et le tutorat.

L'accompagnement personnalisé revient dans le discours institutionnel, ce qui est en soi positif. Pour autant le Sgen-CFDT ne peut se satisfaire de préconisations qui vont uniquement dans le sens d'un traitement de la difficulté scolaire en dehors du groupe-classe (jusqu'à 5 heures en 6ème), ce qui va à l'encontre des conclusions de la conférence de consensus du CNEC sur la différenciation et la diversification pédagogique au cœur de la classe. Le dispositif "PDMQDC" réduit en Deux-Sèvres, disparu dans bien des départements aurait pourtant eu toute sa place pour cela. Les problèmes de ce début d'année dans l'organisation des PIAL est aussi une source d'inquiétude, les coordonnateurs étant dans le flou absolu.

Le Sgen-CFDT proposait de poursuivre ce qui a été mené en terme de coéducation et d'alliances éducatives.

Le sujet n'est pas mis en avant dans les documents de rentrée. Le Sgen-CFDT proposait d'adapter et

de faire évoluer les programmes. Pas d'aménagement de programmes mais une série de priorités définies par niveau et par disciplines. On retrouve aux niveaux primaire et collège, l'insistance sur les fondamentaux alors que la logique du socle commun aurait été plus adaptée à la situation. Au niveau lycée, le morcellement des contributions montre une nouvelle fois la limite d'une organisation des savoirs construite par empilement.

Le Sgen-CFDT proposait de faire de l'insertion professionnelle des jeunes une priorité.

Cet objectif n'apparaît pas suffisamment dans les textes de rentrée et c'est un manque majeur tant l'enjeu est crucial et va nécessiter une mobilisation interministérielle.

Le passage sur la lutte contre le décrochage scolaire dans la circulaire de rentrée nous semble trop allusif. Les différents acteurs de la lutte contre le décrochage ne sont pas identifiés, les moyens de leur coopération non plus. Cela nous semble très en retrait par rapport au courrier adressé par les ministres aux recteurs de régions académiques, préfets de région et commissaires à la lutte contre la pauvreté.

Il en est de même pour l'obligation de formation jusqu'à 18 ans, d'autant que la déclinaison réglementaire est toute récente.

Le Sgen-CFDT proposait de faire vraiment confiance aux actrices et acteurs de la première ligne éducative.

Cette confiance est affichée dès l'introduction de la circulaire de rentrée, ce qui revient à prendre acte de ce qui s'est passé pendant le confinement. Mais malheureusement la suite de la circulaire ne va pas dans ce sens en empilant des priorités au risque de brouiller le discours...

Le Sgen-CFDT proposait d'abonder les marges horaires dans le 2nd degré, de favoriser la présence de maîtres surnuméraires dans le 1er degré.

L'utilisation des 1,5 million d'heures sup non affectées pour l'accompagnement dans le 2nd degré aurait pu ouvrir des marges d'initiative aux équipes pour monter des dispositifs répondant aux besoins des élèves et ne pas se limiter au dispositif « Devoirs faits ». Mais le Sgen-CFDT déplore que l'information soit arrivée très tardivement dans les établissements, ce qui va compliquer le travail à mener.

Dans le 1er degré, une partie des créations de postes supplémentaires datait d'avant la crise sanitaire mais il y a bien eu un abondement de 1 248 postes courant avril. Ces 1248 se répartissent en 625 postes aux CRPE, restent donc 623 postes budgétaires à pourvoir sans doute par des contractuel.le.s. Au niveau départemental, il est à regretter alors que nous sommes clairement identifiés comme une zone en difficulté scolaire (illettrisme dans le nord, études moins longues qu'au niveau national...) que nous aillons été oubliés dans la répartition de ces moyesn.

Le Sgen-CFDT proposait de s'appuyer sur des référentiels déjà existants, notamment le référentiel éducation prioritaire.

Cette proposition n'a pas été prise en compte, et on ne peut que constater que le ministère continue à ne pas s'appuyer sur ce qui a été fait avant lui...

Le Sgen-CFDT proposait une adaptation ambitieuse des services sociaux à la situation de crise sociale.

C'est à la demande du Sgen-CFDT que les personnels médicaux et sociaux apparaissent dans la circulaire de rentrée. Autre point positif, la revalorisation de l'allocation de rentrée scolaire.

Concernant les conséquences économiques et sociales de la crise, il faudrait que les fonds sociaux soient à nouveau alimentés et que les établissements puissent faire des demandes d'attributions complémentaires et que les budgets pour les bourses puissent s'adapter aux situations économiques.

Pour le Sgen-CFDT

Bernard Martin